

*Question orales*

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Monsieur le Président, le premier ministre a demandé de lui proposer des solutions. Les députés de ce côté-ci de la Chambre lui en ont fourni un grand nombre. Je lui rappelle que, pendant la campagne électorale de l'été 1984, il avait promis au peuple canadien que des dizaines de milliers d'emplois seraient créés du jour au lendemain. Nous voulons savoir où sont ces emplois.

## LA PROPOSITION CONCERNANT LA RÉDUCTION DES IMPÔTS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Même si le cabinet qu'il dirige s'est distingué par son manque d'idées constructives pour créer des emplois, au moins un des députés de l'arrière-ban de son parti, le député de York-Est, a suivi l'exemple d'autres personnes au cours de la dernière semaine environ en faisant une proposition constructive qui vise à stimuler l'économie et à créer plus d'emplois en accordant une concession fiscale aux Canadiens. Il s'agit bien d'une proposition constructive. Le premier ministre garantira-t-il à la Chambre qu'il tiendra compte de cette idée constructive dans l'exposé budgétaire qui sera présenté le mois prochain?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, même si nous n'avons reçu aucune proposition constructive du chef du Nouveau parti démocratique, je reconnais que notre caucus nous a présenté d'excellentes suggestions, non seulement le député de York-Est, que je félicite d'ailleurs, mais tous les autres membres du caucus conservateur, qui nous ont proposé certaines idées magnifiques que le ministre des Finances est en train d'examiner.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** En ce qui concerne le Nouveau parti démocratique, il a envoyé une équipe spéciale dans tout le pays. Le NPD a repris les idées de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Les néo-démocrates ont annoncé leur nouvelle politique après que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration eut annoncé le meilleur programme de création d'emplois à être mis sur pied au Canada depuis des décennies.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Monsieur le Président, je constate que le congé de Pâques n'a pas changé le goût théâtral du premier ministre. J'essaierai de poser ma question au ministre des Finances pour voir s'il pourra nous promettre de faire quelque chose.

## LE BUDGET

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je voudrais maintenant poser une question au ministre des Finances. Le gouvernement n'a rien fait d'autre jusqu'à maintenant que d'annoncer des réductions dans toute une série de programmes, réductions qui ont fait perdre des emplois, exactement comme cela s'est produit en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest, en Colombie-Britannique et à bien d'autres

endroits où l'on a adopté la même ligne de conduite. Le ministre des Finances voudrait-il bien nous garantir, à nous députés et, ce qui est plus important, aux Canadiens, que dans le budget qu'il va présenter, il va se départir de la vieille politique d'austérité et proposer des mesures plus stimulantes qui seront de nature à créer des emplois et à donner aux Canadiens une plus grande confiance dans leur avenir?

● (1430)

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je trouve amusant que le député prenne cette attitude. C'est le député d'Essex-Windsor, je crois, qui s'inquiétait vivement de l'ampleur du déficit fédéral, et maintenant son chef ne sait plus sur quel pied danser. Je lui conseille d'attendre jusqu'à la semaine du 20 mai où le budget que nous allons présenter dira clairement à la population canadienne qu'un nouveau climat est en train de s'établir dans lequel les chefs de petites entreprises, ceux qui ont prouvé qu'ils peuvent créer des emplois, pourront exercer leur talent et régler nos problèmes de chômage.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## L'INDUSTRIE DE LA BETTERAVE SUCRIÈRE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Elle porte sur le même sujet, à savoir comment procéder pour créer des emplois et les conserver. Comme il le sait sans doute, d'ici quelques jours, l'importante industrie de la betterave sucrière en Alberta, au Manitoba et au Québec, va faire faillite à cause de l'inertie du gouvernement. Le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé n'a pas encore obtenu l'accord du cabinet quant à des mesures de redressement visant à résoudre un problème qui va entraîner la ruine d'environ 1,500 producteurs et la suppression de 600 à 800 emplois dans le secteur de la production.

Le premier ministre peut-il, comme il l'a déjà fait par le passé, notamment dans le cas de Domtar, intervenir personnellement pour s'assurer que dès cette semaine le cabinet va examiner le problème de l'industrie de la betterave sucrière et venir directement en aide aux producteurs pour leur éviter la faillite?

**L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)):** Monsieur le Président, c'est exactement ce que fait le gouvernement. Nous comptons prendre une décision le plus tôt possible. Certains producteurs de betterave sucrière se trouvent à Ottawa cette semaine et bon nombre d'entre eux sont actuellement dans la tribune. Il faisait 75 degrés hier dans le sud du Manitoba. La saison des semailles a démarré dans le sud de l'Alberta et les producteurs ne tarderont pas à ensemen- cer leurs champs au Québec. Nous le savons tous. Nous nous trouvons actuellement dans ce pétrin parce que le gouverne- ment précédent, dont le député faisait d'ailleurs partie, n'a absolument rien fait. Ce n'est pas notre cas, puisque nous assu- mons notre responsabilité et sommes déterminés à intervenir.